



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

SOMMAIRE

- I. Rapport d'activité du premier semestre 2019**

- II. Comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos au 30 juin 2019**

- III. Attestation du responsable du rapport financier semestriel**

- IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019**



I.

**RAPPORT D'ACTIVITE
PREMIER SEMESTRE 2019**

ENVIRONNEMENT ET TENDANCES DE MARCHÉ AU 1ER SEMESTRE 2019

- **Un ralentissement économique nuancé dans un contexte géopolitique sensible**

Sur la période, le groupe a bénéficié d'un environnement plus porteur que ne le laissait présager la fin d'année 2018. Si le PIB de la Zone euro a connu une progression notable au 1^{er} trimestre (+0,4%), encouragée par une conjoncture favorable et des politiques publiques soutenant la demande intérieure, la croissance a ralenti au 2^{ème} trimestre. Le climat géopolitique incertain du premier semestre (potentiel Brexit dur, élections européennes, arrivée de nouveaux gouvernements en Europe, politique commerciale américaine), n'a favorisé ni les exportations européennes, ni les investissements.

Parmi les pays où le groupe STEF est implanté, certains ont affiché une belle dynamique comme l'Espagne et le Portugal, où la demande intérieure devrait continuer de soutenir la croissance. A l'inverse, l'économie italienne a connu un réel ralentissement.

- **Indicateurs reflétant l'évolution économique du premier semestre ¹**

	PIB dans les pays d'implantation du groupe		Consommation alimentaire ^[1] des ménages au 1 ^{er} semestre 2019
	T1	T2	S1
Zone euro	0,4%	0,2%	0,9%
France	0,3%	0,2%	1,0%
Italie	0,1%	0,0%	-0,1%
Espagne	0,7% ^(p)	0,5% ^(p)	1,5%
Portugal	0,5% ^(e)	<i>n.a.</i>	4,1%
Belgique	0,3%	<i>n.a.</i>	-1,6%
Pays-Bas	0,5% ^(p)	0,5% ^(p)	<i>n.a.</i>
Suisse	0,6%	<i>n.a.</i>	-0,8%

^(e) estimé

^(p) provisoire

- **De nouveaux modes de consommation impactent l'ensemble des acteurs de la chaîne agro-alimentaire**

La transformation du secteur agro-alimentaire n'est plus à démontrer, mais c'est le rythme de cette transformation qui s'accélère.

« *CONSOMMACTEURS* » - Les choix du consommateur final impactent désormais en cascade l'ensemble de la chaîne agroalimentaire. Ses nouvelles habitudes de consommation, liées à l'évolution de son mode de vie, mais aussi à des préoccupations sociétales et environnementales, le poussent vers davantage de transparence, de qualité et de praticité. Ainsi, les acteurs de la chaîne agroalimentaire multiplient les initiatives pour répondre à ces nouveaux paradigmes, proposant plus d'innovations, de produits et de services.

¹ Source : Eurostat, évolution par rapport à la période précédente

^[1] Source : Eurostat, évolution par rapport à la période précédente, Boissons et tabac inclus

PRODUCTEURS ET INDUSTRIELS - Les événements climatiques successifs qui ont affecté les productions agricoles en Europe depuis le début de l'année (surplus et/ou déficit pluviométrique, sécheresse, canicule) devraient avoir des répercussions sur les cours des matières premières et du bétail et donc, sur les performances financières des industriels.

Pour l'instant, les industriels de l'agroalimentaire semblent plutôt bien résister et hormis les industriels de la charcuterie qui ont souffert des conséquences de la peste porcine, les grands groupes industriels internationaux affichent de bonnes performances.

La production s'est maintenue dans les principaux pays où le groupe est présent, malgré un ralentissement des investissements industriels, notamment en France.

DISTRIBUTEURS & RESTAURATEURS - Les distributeurs se mobilisent également pour répondre aux nouvelles attentes des consommateurs. Le premier semestre voit se confirmer une demande croissante pour le e-commerce et la pression concurrentielle induite par l'arrivée sur le continent européen de géants de l'e-commerce (Amazon, Alibaba) et de leurs modèles, est réelle. En réponse, les distributeurs accélèrent leur transformation digitale en multipliant les partenariats technologiques et stratégiques.

SUPPLY CHAIN - En connectant l'amont et l'aval de la chaîne agroalimentaire, depuis la production jusqu'à la distribution, la Supply Chain continuera de jouer un rôle prépondérant et incontournable dans ces transformations qui seront autant d'opportunités de croissance pour le secteur dans les prochaines années.

STEF - Conscient de ces challenges et de la nécessité de répondre à un marché dynamique, en changement et en attente d'innovation, STEF confirme sa stratégie de spécialisation et d'investissement dans le digital, mais également l'innovation avec ses clients et ses opérations propres pour adresser ces nouveaux besoins. En faisant évoluer son organisation vers un modèle centré clients, le Groupe sera prêt à adresser ces évolutions de marché avec des offres de prestations dédiées, accompagnées de services digitaux personnalisés, créateurs de valeur.

ACTIVITE DES SECTEURS OPERATIONNELS

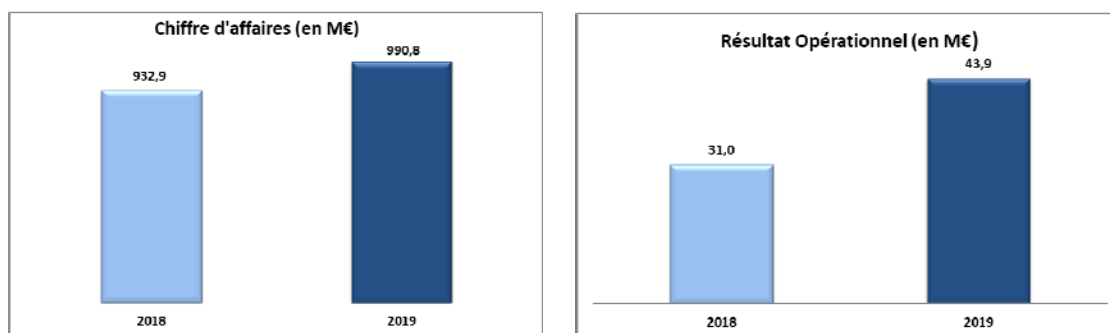
Au premier semestre 2019, les activités du groupe STEF sont bien orientées avec un chiffre d'affaires de 1 665,9 M€, en progression de 7% par rapport au premier semestre 2018 (+4% à périmètre comparable), et un résultat opérationnel en progression de 40%.

Éléments marquants du premier semestre 2019 :

- La mise en œuvre réussie de la nouvelle organisation du groupe en France autour de la spécialisation de ses activités *;
- La bonne orientation des Activités internationales, en particulier l'Italie et le Portugal ;
- Des négociations et un contexte difficiles pour la Méridionale concernant la délégation de service public de desserte de la Corse à venir ;
- La contribution des opérations de croissance externe (en France, Transports Frigorifiques Grégoire Galliard, acquise en janvier 2019 et aux Pays Bas, Netko, dont le groupe a pris le contrôle en mars 2019) ;
- La poursuite du plan de recrutement pour accompagner la croissance du Groupe (+ de 1200 personnes sur la période - intégrant la croissance externe).

**Depuis le 1^{er} janvier 2019, les activités Transport et Logistique en France ont été regroupées sous l'appellation « STEF France ». Cette nouvelle organisation résulte de la stratégie du Groupe qui est d'accompagner l'évolution des marchés et les besoins de ses clients pour un contact unique. Les performances des activités sont désormais présentées par segments de marchés clients, au nombre de sept : Flux Frais/ Frais Supply Chain / Surgelé / Tempéré Sec Alimentaire (TSA) / Restauration hors domicile (RHD) / GMS / Seafood.*

STEF FRANCE



Avec un chiffre d'affaires de 990,8 M€ à la fin du 1^{er} semestre, le pôle STEF FRANCE affiche une croissance de +6,2% (3,6% à périmètre constant), portée par le renforcement de ses parts de marché et par l'effet toujours favorable du prix du carburant.

Le résultat opérationnel, en progression de +41,9%, est tiré par les activités Flux Frais, Frais Supply Chain et Surgelé.

FLUX FRAIS

Le chiffre d'affaires de l'activité Flux Frais a progressé de +3,5%. Cette évolution est principalement portée par le développement soutenu de ses activités Mid Market (+8,5%).

Au cours du semestre, la BU a renforcé son dispositif opérationnel avec l'intégration réussie de la société Transports Frigorifiques Grégoire Gaillard, partenaire historique du groupe STEF. Des solutions digitales sont en cours de déploiement avec la mise en œuvre de la signature électronique des lettres de voiture et le développement de portails pour les clients et les destinataires. La BU a poursuivi sa politique de recrutement avec la création de 300 postes en CDI.

Le progression de 12% du résultat opérationnel conforte la stratégie de spécialisation de ses prestations, conduite par le Groupe.

FRAIS SUPPLY CHAIN

Le chiffre d'affaires de l'activité Frais Supply Chain a progressé de 5,6%. Le site de Darvault en région parisienne, ouvert en 2017, porte la majeure partie de cette progression, avec un développement de +23% par rapport à 2018 et un taux de remplissage de 80%. La performance opérationnelle est en nette amélioration.

SURGELES

Au cours du semestre, l'activité Surgelés a connu une phase de forte amélioration de ses performances. Les campagnes de crèmes glacées, de beurre et les exportations de viande de porc vers la Chine, ont généré un coefficient de remplissage des entrepôts de 91,7% en moyenne semestrielle, supérieur au taux record de 2018 (91,2%) et ce, malgré l'augmentation des capacités de stockage de la BU de 5%.

TSA (TEMPERE ET SEC ALIMENTAIRE)

L'activité TSA affiche des performances stables au 1^{er} semestre. Pour la seconde partie de l'année, la mise en place de dossiers spécifiques pendant la période estivale et le démarrage de prospects permettent d'augurer une activité en net développement.

RHD

L'activité Restauration hors domicile a vu son chiffre d'affaires progresser de 5,9%, porté par les volumes de ses principaux clients.

La structuration du réseau d'entrepôts s'est poursuivie, avec la montée en puissance réussie du site de Plessis-Pâté, en Ile-de-France et l'ouverture du site de Lyon-Mions en avril 2019. Les performances opérationnelles ont continué de s'améliorer, notamment, grâce au déploiement finalisé des outils de contrôle de préparation et de traçabilité des livraisons. La BU est entrée dans une nouvelle phase de conquête commerciale.

GMS

L'activité GMS a connu une croissance très soutenue au 1^{er} semestre (+ 13,5%), boostée par l'activité e-commerce (BtoC) qui progresse de +56% et qui représente désormais plus de 17% du chiffre d'affaires de l'activité GMS. La montée en puissance du site d'Aulnay-sous-Bois, aménagé pour répondre aux besoins des Drive d'Ile de France, contribue à ce développement. La phase de mécanisation de ce site est en voie d'achèvement pour une mise en service au second semestre.

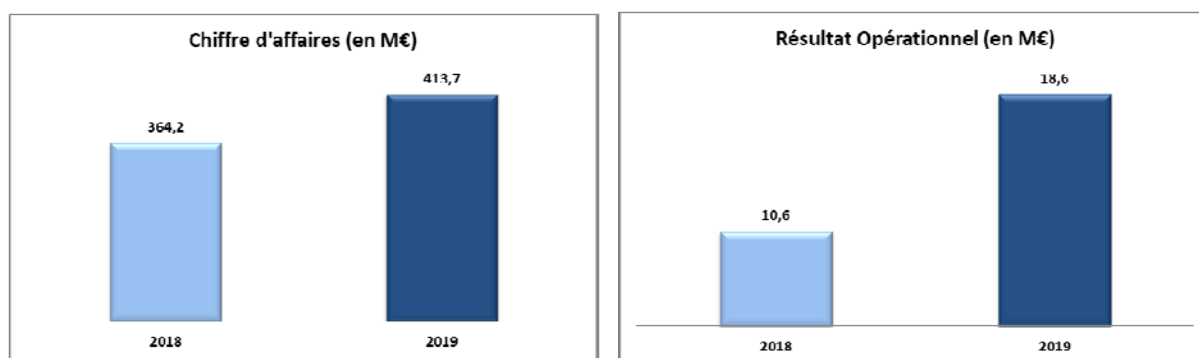
L'activité B to B, en progression de +7,6%, est portée par le site d'Aix en Provence, configuré pour les besoins spécifiques d'une enseigne de distribution depuis janvier 2019.

La dynamique commerciale est forte avec deux contrats signés pour 2020, l'un visant à opérer les activités sec et frais, en région lyonnaise d'une enseigne spécialisée dans le bio et le second, en Alsace, portant sur le traitement des activités fruits et légumes, et surgelés d'un client du Groupe.

SEAFOOD

La croissance de chiffre d'affaires de STEF Seafood (+65,2%) a été principalement portée par la société Express Marée, acquise en juillet 2018. La réalité du secteur est cependant plus contrastée et les performances de la BU sont en recul, impactées par les difficultés des clients GMS qui souffrent de la baisse des volumes sur ce segment.

STEF INTERNATIONAL



Les activités internationales restent bien orientées avec un chiffre d'affaires en hausse de 13,6% (7,7% à périmètre constant), au premier semestre 2019. L'activité a été très soutenue en Italie (+17,8%), au Portugal (+16,3%) et une dans moindre mesure en Espagne (+5,7%). Le résultat opérationnel progresse de 76,2%.

Les variations de périmètre résultent des activités Surgelé de la société Marconi, acquises en mai 2018 en Italie et de la société néerlandaise STEF Raalte dont le groupe a pris le contrôle au 1^{er} mars 2019.

ITALIE

Malgré le retournement de la croissance économique en Italie, le chiffre d'affaires a progressé de 17,8% (+7% à périmètre comparable), dynamisé par les activités de transport et de logistique des produits frais, au plan domestique et à l'international, mais aussi, grâce à la diversification apportée par les activités Surgelé du groupe Marconi. Le renforcement des parts de marché, orienté au cours de ces dernières années, sur les clients du Mid Market, vise désormais les clients grands comptes.

Avec la redéfinition du dispositif et la mise aux standards du groupe des nouveaux ensembles immobiliers, le socle du développement à venir est désormais durablement posé.

ESPAGNE

Dans un contexte de croissance économique plus modérée, le chiffre d'affaires du Groupe en Espagne a progressé de 5,7% par rapport au premier semestre 2018.

La progression est principalement portée par les activités de transport de produits frais, sur le marché domestique et à l'international. L'activité de restauration hors domicile a été dynamisée par le développement de ses clients et l'élargissement des gammes de produits traités pour leur compte. Les activités logistiques se sont maintenues avec un taux de remplissage stable. L'ensemble des activités ont enregistré une évolution satisfaisante de leurs performances.

Le Groupe maintient sa politique de développement et de spécialisation des activités en Espagne avec l'acquisition d'une réserve foncière à proximité de Barcelone.

PORTUGAL

Le Portugal a enregistré une forte accélération de sa croissance au premier semestre (+16,3%), boostée par le démarrage de nouvelles activités de groupage domestique, la croissance des flux internationaux et la logistique du surgelé. Les capacités additionnelles de stockage en surgelé développées en 2018 avec les extensions des plateformes de Lisbonne et de Porto, ont contribué à cette performance. Fort de ce succès, le Groupe poursuit ses investissements au Portugal avec l'acquisition d'une réserve foncière dans la région de Lisbonne.

BELGIQUE

Le plan de redressement des activités du site de Saintes (près de Bruxelles), lancé en 2018, a porté ses fruits et les résultats sont en nette amélioration.

Le Groupe a initié la création d'un réseau de distribution national, dont la première étape a été la mise en place d'un partenariat avec une société de transport à Liège. La prochaine action visera la ville d'Anvers.

PAYS BAS

L'application métiers TMS de STEF a été implantée avec succès au cours du premier semestre sur les deux sites de Bodegraven et de Raalte. Avec le site situé à Eindhoven, les trois sites de STEF aux Pays Bas seront reliés en un même réseau transport en octobre 2019., Le Groupe a lancé des actions pour améliorer les performances, les résultats attendus n'ayant pas été atteints.

SUISSE

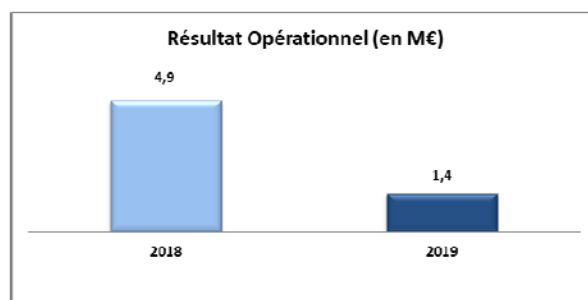
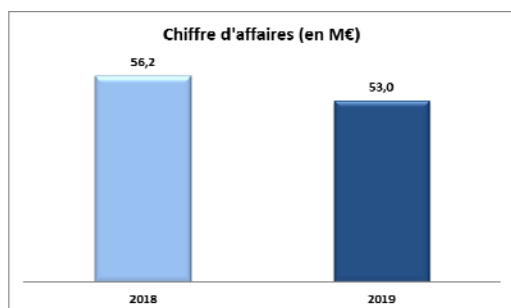
La montée en puissance de l'activité du site de Kolliken, en Suisse alémanique, se confirme avec un premier dossier logistique Frais implanté avec succès en début d'année et un second, fin juin.

Le nouvel entrepôt de Givisiez, à proximité de Fribourg, permet de consolider les liens avec la grande distribution Suisse et également, de développer les activités avec des acteurs nationaux de l'agroalimentaire.

FLUX EUROPEENS

Les activités de flux européens poursuivent leur dynamique de progression (+12%), principalement sur l'axe historique Nord-Sud. La raréfaction des moyens roulants reste un phénomène d'actualité en Europe, mais la société s'est adaptée à cette donne, grâce à des partenariats solides.

MARITIME



Pour La Méditerranéenne, l'activité du premier semestre a été impactée par deux mouvements sociaux (en février et en juin), motivés par l'éviction de la compagnie de la desserte des ports de Bastia et d'Ajaccio dans le cadre de l'appel d'offre portant sur la desserte de la Corse d'octobre 2019 à fin 2020.

- Fret : le marché entre le Continent français et la Corse est en légère baisse (-0,5%). L'activité du port de Marseille, en raison des conflits sociaux, a légèrement diminué au profit des ports de Toulon et de Nice. Dans ce contexte, les volumes de roll transportés par La Méditerranéenne ont baissé de -6,1% ;
- Transport de passagers : le trafic entre la France et la Corse (aérien + maritime) est en baisse de 1,4%, l'aérien progressant de 2,7%, au détriment du maritime qui diminue de 7,7%. Compte tenu de cette tendance et des perturbations, le nombre de passagers transportés par La Méditerranéenne est en recul de 15,2%, écart partiellement compensé par l'amélioration de la recette unitaire (+3,3%).

Le résultat opérationnel s'établit à 1,4 M€.

La période estivale s'annonce très bonne en activité fret, avec un volume transporté en nette augmentation par rapport à 2018 ; l'activité passagers marque le pas, compte tenu de la concurrence du transport aérien et d'un début de saison touristique moins porteur.

A partir du 1^{er} octobre 2019, l'activité se poursuivra sur les ports de Propriano et de Porto-Vecchio (via le frètement d'un navire). La Collectivité de Corse a relancé un nouvel appel d'offre pour ces deux dernières lignes sur la période de février à décembre 2020, auquel la compagnie s'est portée candidate. La Méditerranéenne travaille également sur des solutions alternatives de frètement extérieur de ses navires disponibles sur la période.

IMMOBILIER

Avec un parc exploité d'environ 240 entrepôts et plateformes et vingt chantiers en cours actuellement en Europe, IMMOSTEF accompagne la dynamique de développement du groupe par une adaptation permanente de son parc immobilier et une politique d'acquisition constante.

PRINCIPALES CONSTRUCTIONS ENGAGEES ET LIVREES EN 2019

Constructions livrées au 1^{er} semestre :

- STEF Seafood Rome (5 120 m²) : livraison d'une plateforme dédiée aux produits de la mer ;
- STEF Bologne Phase 2 (9 610 m²) : livraison de l'extension de la plateforme de Bologne, comportant 2 cellules en froid positif ;
- Extension du site surgelé de Corbas, en région lyonnaise, représentant une surface totale développée de 4 350 m² ;
- Nouveau site de STEF Suisse à Givisiez, près de Fribourg, principalement composé d'une chambre négative de 25 000 m³ et d'une chambre de préparation en Frais de 1 000 m² ;
- Nombreux remodeling et extensions de sites existants, notamment à Aix en Provence (8 000 m²), Montsoul (45 000 m³), Mions, Nice, Quimper et Boulogne sur Mer.

Principales constructions engagées et à livrer au 2^{ème} semestre 2019 :

- Un entrepôt tri-température pour l'activité RHD à Miramas (13), d'une surface totale développée de 11 900 m² ;
- Une nouvelle plateforme Flux Frais de 3 700 m² à Névian (11) ;
- Une extension de 5 850 m² du site des Essarts permettant d'augmenter les capacités de Flux Frais et d'accueillir une activité Frais Supply Chain.

ACQUISITIONS D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS EN 2019

- Portugal : Acquisition d'un terrain à Alenquer, destiné à la construction de la plateforme Flux Frais de Lisbonne ;
- Espagne : Réservation de deux terrains à Gérone (Catalogne) et à Malaga (Andalousie), destinés à accueillir deux sites dédiés à des activités de Flux Frais ;
- Pays Bas : acquisition d'un l'immeuble de bureaux, accolé au site de STEF Nederland à Bodegraven ;
- Italie : Réservation d'un terrain avec bâtiment, accolé au site actuel de Parme ;
- France : Réservation d'un terrain près de Mulhouse, destiné à accueillir l'extension du site transport existant.

RESSOURCES HUMAINES

Au 30 juin 2019, les effectifs du Groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante, par rapport au 30 juin 2018 :

EFFECTIFS PAR POLES D'ACTIVITES

CDI + CDD	30/06/2018	30/06/2019
STEF France	12 408	13 405
STEF International	3 826	4 057
Maritime (essentiellement La Méridionale)	570	570
Autres activités et fonctions centrales	645	652
TOTAL groupe	17 449	18 684

EFFECTIFS PAR PAYS

France	13 689	14 698
Hors France :	3 760	3 986
Espagne	1 731	1 851
Portugal	519	488
Italie	802	842
Belgique	365	371
Pays-Bas	237	309
Suisse	106	125
TOTAL groupe	17 449	18 684

Les effectifs (CDI et CDD) du groupe sont en progression de 7,1%, dans la continuité de la tendance de 2018. Celle-ci résulte de la croissance externe avec l'intégration de :

- la société Express Marée en juillet 2018 (370 salariés) ;
- la société Transports Frigorifiques Grégoire Galliard (devenue STEF Transport Sens) en janvier 2019 (140 salariés) ;
- la société NETKO, (devenue STEF Raalte) aux Pays-Bas en mars 2019 (84 salariés).

mais également, de la poursuite de la politique d'embauche du groupe et de réduction du recours à l'emploi temporaire. En France, dans le cadre du plan de recrutement de conducteurs, 150 CDI ont été conclus dans cette catégorie sur la période.

COMPTES CONSOLIDÉS

EVOLUTION DU PERIMETRE

Modification du périmètre de consolidation au cours du premier semestre 2019 :

- Acquisition de 100% des titres des sociétés Transports Frigorifiques Grégoire Galliard (devenue STEF Transport Sens), Logistique Frigorifique Bourguignonne et de la SCI détenant le site d'exploitation de Transports Frigorifiques Grégoire Galliard ;
- Acquisition de 60 % des titres de Netko (devenue STEF Raalte) portant la participation détenue dans cette société à 100%.

SYNTHESE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Depuis le 1er janvier 2019, les activités Transport France et Logistique France sont regroupées sous l'appellation STEF France. Cette nouvelle présentation a donné lieu à un reclassement de 2,4 M€ de chiffre d'affaires, au titre du 1^{er} semestre 2018, du secteur STEF International vers STEF France.

Cumul semestriel en M€	2018	2019	Variation en %	A périmètre constant %
STEF France	932,9	990,8	6,2%	3,6%
STEF International	364,2	413,7	13,6%	7,7%
Sous-total Transport et Logistique	1 297,0	1 404,5	8,3%	4,8%
Maritime	56,2	53,0	(5,7)%	(5,7)%
Autres	204,3	208,4	2,0%	2,0%
TOTAL	1 557,6	1 665,9	7,0%	4,0%

A l'exception du Maritime, les activités du groupe sont bien orientées au premier semestre 2019. Le chiffre d'affaires progresse de 7%, porté notamment par la consommation alimentaire.

Compte de résultat consolidé

Cumul semestriel en M€	2018	2019	Variations en %
Chiffre d'affaires	1 557,6	1 665,9	7,0%
EBIT	48,0	67,4	40,4%
Résultat financier	(3,5)	(4,7)	
Résultat avant impôt	44,5	62,7	40,7%
Charge d'impôt	(12,0)	(22,4)	
Part du résultat des entreprises mises en équivalence	0,6	(0,5)	
Résultat net	33,1	39,8	20,3%
- dont part groupe	33,1	39,9	20,6%
- dont intérêts minoritaires	0,0	(0,0)	

Le résultat opérationnel du Groupe progresse de plus de 40% sur le semestre. Il est porté par une croissance d'activité soutenue, en France comme à l'international.

Les charges financières comprennent des charges d'intérêts liées à l'application de la norme IFRS 16 à hauteur de 0,7 M€.

Le taux effectif d'impôt du groupe en 2019 est en forte hausse, suite à la suppression du CICE au 1^{er} janvier 2019.

Le résultat net part de Groupe ressort à 39,9 M€, en hausse de 20,6 % par rapport au premier semestre 2018.

STRUCTURE FINANCIERE

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 701 M€ contre 695 M€ au 31 décembre 2018. Cette évolution intègre notamment la distribution de dividendes à hauteur de 30,9 M€, suite à l'affectation du résultat 2018.

FLUX FINANCIERS

La capacité d'autofinancement est en augmentation, principalement grâce au flux de trésorerie généré par l'activité.

TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2019.

MODIFICATIONS SIGNIFICATIVES PAR RAPPORT AU DERNIER RAPPORT ANNUEL

A la date du présent rapport financier, il n'y a pas de modification significative par rapport au rapport annuel 2018.

Plus particulièrement, il n'y a pas de modification ou d'incertitude relative aux principaux facteurs de risques exposés dans le rapport annuel 2018 et qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du second semestre 2019.

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Croissance externe : le 19 juillet 2019, par protocole sous conditions suspensives, le Groupe a acquis 100% du capital de la société Dyad située à Flers en Escrebieux (département du Nord) et son immobilier d'exploitation. Dyad est spécialisée dans le conditionnement industriel, « co-packing et co-manufacturing ». Elle a généré un chiffre d'affaires de 12 M€ en 2018 et emploie 120 collaborateurs. La clôture de l'opération est prévue pour la fin du mois de septembre 2019.

La Méridionale : dans le cadre de la délégation de service public entre Marseille et la Corse, la compagnie :

- continuera à assurer la desserte entre Marseille et Propiano jusqu'au 31 janvier 2020 ;
- effectuera, pour le compte de Corsica Linéa, la desserte entre Marseille et Porto Vecchio entre le 1^{er} octobre 2019 et 31 janvier 2020 ;
- répondra début septembre à l'appel d'offres lancé sur la desserte des ports de Propriano et Porto Vecchio entre le 1^{er} février 2020 et 31 décembre 2020.

En parallèle, La Méridionale étudie toutes solutions alternatives de frètement extérieur de ses navires rendus disponibles sur la période.

PERSPECTIVES 2019

En France, les performances du premier semestre montrent la pertinence de la nouvelle organisation des activités « STEF France » et STEF poursuivra les actions liées à la spécialisation de ses activités.

Pour les autres pays, en particulier, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, les solides dispositifs en place doivent permettre de poursuivre la conquête de parts de marché, en dépit de courants économiques moins porteurs.

Pour la Méridionale, au-delà de la période transitoire à venir, l'objectif est de préparer la future DSP de longue durée et de valoriser le rôle de La Méridionale au service de la Corse depuis 40 ans.

Enfin, STEF renforcera ses investissements dans le digital et l'innovation pour répondre aux nouveaux besoins exprimés par ses clients et insufflés par la transformation du secteur agro-alimentaire.



II.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2019

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

	note	1er semestre 2019 (1)	1er semestre 2018	Evolution
CHIFFRE D'AFFAIRES	9	1 665 906	1 557 555	7%
Consommations en provenance des tiers	10	(1 032 242)	(1 000 830)	3%
Impôts, taxes et versements assimilés		(37 320)	(33 930)	10%
Charges de personnel		(454 266)	(420 149)	8%
Dotations aux amortissements	11	(83 520)	(54 578)	53%
(Dotations) Reprises nettes aux provisions		3 677	(796)	
Autres produits et charges opérationnels	12	5 164	726	
RESULTAT OPERATIONNEL		67 399	47 998	40%
Charges financières	13	(5 063)	(3 984)	
Produits financiers	13	358	532	
Résultat Financier		(4 705)	(3 452)	36%
RESULTAT AVANT IMPÔT		62 695	44 546	41%
Charge d'impôt	14	(22 355)	(11 994)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	23	(506)	552	
RESULTAT DE LA PERIODE		39 834	33 104	20%
* dont part du Groupe		39 862	33 055	21%
* dont intérêts minoritaires		(28)	49	
EBITDA	15	147 242	103 372	42%
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :		3,23	2,68	
- dilué :		3,22	2,67	

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée (sans retraitement de l'exercice précédent)

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

	1er semestre 2019	1er semestre 2018
RESULTAT DE LA PERIODE	39 834	33 104
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	(4 065)	289
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	1 099	(62)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat	(2 966)	227
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	678	274
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	(2 559)	452
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	806	(16)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat	(1 075)	710
Résultat Global de la période	35 793	34 042
* dont part du Groupe	35 820	33 993
* dont intérêts minoritaires	(28)	49

BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

ACTIF	note	30 juin 2019 (1)	31 décembre 2018
Ecarts d'acquisition	16	191 105	186 799
Autres immobilisations incorporelles	17	17 109	18 367
Immobilisations corporelles	17	1 135 052	1 250 080
Droit d'utilisation au titre des contrats de location	18	284 377	
Actifs financiers non courants		29 268	31 621
Participations dans les entreprises associées	23	25 946	27 892
Actifs d'impôt différé		33 048	21 283
Total actif non courant		1 715 905	1 536 042
Stocks et en cours		64 913	62 939
Clients		544 235	508 154
Autres créances et actifs financiers courants		119 228	138 570
Actif d'impôt courant		1 726	18 442
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)		51 341	59 609
Total actif courant		781 443	787 714
TOTAL ACTIF		2 497 348	2 323 756
PASSIF		30 juin 2019 (1)	31 décembre 2018
Capitaux propres			
Capital	19	13 166	13 166
Primes		0	0
Réserves		686 010	679 974
Capitaux propres part du Groupe		699 176	693 140
Intérêts minoritaires		1 849	1 894
Total des Capitaux propres		701 025	695 034
Provisions non courantes	20	42 690	37 358
Passifs d'impôt différé		38 524	39 138
Dettes financières non courantes (b)	21	328 927	406 557
Obligations locatives non courantes (c)	21	152 341	
Total passif non courant		562 482	483 053
Dettes fournisseurs		430 805	446 837
Provisions courantes	20	14 514	21 050
Autres dettes courantes		329 791	352 823
Dettes d'impôt courant		12 085	224
Dettes financières courantes (d)	21	395 091	324 735
Obligations locatives courantes (e)	21	51 555	
Total passif courant		1 233 841	1 145 669
TOTAL PASSIF		2 497 348	2 323 756
Endettement net (b) + (c) + (d) + (e) - (a)		876 573	671 683
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		1,25	0,97

(1) Les comptes au 30 juin 2019 sont établis en appliquant la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée (sans retraitement de l'exercice précédent)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 1er janvier 2018	13 166		659 735	(1 640)	(40 438)	(5 001)	625 822	2 629	628 451
Dividendes versés			(30 232)				(30 232)	(65)	(30 297)
Achats et ventes d'actions propres					346		346		346
Autres opérations en actions			2 186				2 186		2 186
Opérations avec les intérêts minoritaires							0	(66)	(66)
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(28 046)	0	346	0	(27 700)	(131)	(27 831)
Résultat global de la période			33 282	274		436	33 993	49	34 042
Capitaux propres au 30 juin 2018	13 166	0	664 971	(1 366)	(40 092)	(4 565)	632 115	2 547	634 662
Capitaux propres au 1er janvier 2019	13 166	0	725 372	(738)	(40 538)	(4 122)	693 140	1 894	695 034
Dividendes versés			(30 869)				(30 869)		(30 869)
Achats et ventes d'actions propres							0		0
Autres opérations en actions					1 085		1 085	(18)	1 067
Opérations avec les intérêts minoritaires							0		0
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	(30 869)	0	1 085	0	(29 784)	(18)	(29 802)
Résultat global de la période			36 896	678		(1 753)	35 820	(28)	35 793
Capitaux propres au 30 juin 2019	13 166	0	731 399	(60)	(39 453)	(5 875)	699 176	1 848	701 025

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)

	1er semestre 2019	1er semestre 2018	Exercice 2018
Résultat de la période	39 835	33 103	94 550
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	77 435	54 942	113 785
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(820)	(1 015)	(906)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	506	(552)	(298)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	(19)	(34)	(26)
+/- Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie	(400)	2 186	1 753
- Impôts différés	0	0	(395)
Capacité d'autofinancement (A)	116 537	88 630	208 463
Elimination de la charge (produit) d'impôt	22 355	11 994	36 112
Impôts payés (hors CICE)	(19 380)	(13 275)	(27 450)
Variations des autres éléments du BFR	(32 364)	(19 259)	17 466
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	(29 389)	(20 540)	26 128
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (C)=(A+B)	87 148	68 090	234 591
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(772)	(4 311)	(7 699)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(84 970)	(172 002)	(295 697)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	1 196	(161)	(2 612)
-/+ Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)	(1 975)	(35 865)	(44 218)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2 563	3 053	6 604
+ Dividendes reçus des entreprises associées	1 403	1 134	1 438
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (D)	(82 555)	(208 152)	(342 184)
+/- Achats et ventes d'actions propres	(144)	346	(100)
- Dividendes versés aux propriétaires de STEF	(30 869)	(30 232)	(30 230)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(0)	(65)	(65)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	78 389	202 469	255 916
- Remboursements d'emprunts et obligations locatives	(114 376)	(40 372)	(67 379)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (E)	(67 000)	132 146	158 142
Trésorerie nette à l'ouverture	44 993	(5 556)	(5 556)
Trésorerie nette à la clôture	(17 414)	(13 472)	44 993
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (C+D+E)	(62 407)	(7 916)	50 549

Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :

	1er semestre 2019	1er semestre 2018	Exercice 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 341	46 580	59 609
Découverts bancaires et crédits à court terme (note 21)	(68 755)	(60 052)	(14 616)
	(17 414)	(13 472)	44 993

(*) +/- Encaissements et décaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise (*)

	1er semestre 2019	1er semestre 2018	Exercice 2018
Coût d'achat des titres des entreprises acquises	(4 565)	(34 603)	(42 619)
Trésorerie acquise/sortie de trésorerie des entreprises cédées	2 590	(1 262)	(1 599)
Décaissement net	(1 975)	(35 865)	(44 218)

1 – ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS

STEF S.A. est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris. Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2019 comprennent STEF S.A. et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe » ainsi que la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Sauf indication contraire, ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de STEF S.A du 29 août 2019.

2 – REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 juin 2019 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » du référentiel International Financial Reporting Standards (IFRS), tel qu'adopté par l'Union européenne.

Ces comptes intermédiaires résumés ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus en liaison avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

3 – PRINCIPES COMPTABLES ET OPTIONS DE PRESENTATION

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles appliquées aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, auxquels il convient de se référer, à l'exception :

- des normes, amendements de normes et interprétations applicables pour la première fois en 2019 présentés ci-dessous et ;
- des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêts intermédiaires décrites au paragraphe 4 ci-dessous.

Norme IFRS 16 « contrats de location »

Le groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » dont l'application au sein de l'Union Européenne est devenue obligatoire au 1^{er} janvier 2019. Cette norme remplace la norme IAS 17 et ses interprétations.

Pour les preneurs, la comptabilisation est désormais basée sur un modèle unique, résultant de la suppression de la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

IFRS 16 prévoit la comptabilisation de tous les contrats de location au bilan des preneurs, avec constatation d'un actif (représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat) et d'une dette (au titre de l'obligation de paiement des loyers).

Le Groupe privilégie une politique de détention en propre de ses principaux actifs, il existe toutefois un certain nombre d'actifs en location constitués essentiellement de terrains ou plateformes et entrepôts, des véhicules d'exploitation et matériels de manutention et informatiques.

Le Groupe a choisi de présenter les droits d'utilisation séparément des autres actifs et les obligations locatives séparément des dettes financières dans le bilan consolidé.

La méthode de transition retenue est la méthode rétrospective modifiée. Elle consiste à considérer que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des obligations locatives à la date de transition. En conséquence l'information comparative n'est pas retraitée.

Pour les contrats en vigueur à la date de première application, le Groupe a choisi d'appliquer la mesure de simplification permettant de ne pas appliquer IFRS 16 au portefeuille de contrats existants en date de transition (conservation des analyses IAS 17/IFRIC 4). Pour les contrats de location précédemment classés en contrats de location-financement, le droit d'utilisation et l'obligation locative sont évalués en date de transition aux mêmes montants qu'en vertu de la norme IAS 17 à la date de première application.

Par ailleurs, le Groupe applique les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats dont la durée d'origine est inférieure à 12 mois ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette ;
- Les loyers de contrats correspondant à un actif de faible valeur unitaire (inférieure ou égale à 5 000 euros) ne sont pas retraités et sont comptabilisés en charges.

Les taux d'actualisation utilisés correspondent au taux du contrat lorsque celui-ci est disponible. A défaut, un taux est déterminé basé sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte du risque propre à chaque pays. Ce taux est adapté à la durée du contrat (durée résiduelle pour les contrats existants en date de première application) en tenant compte de sa durée.

Les impacts de la première application d'IFRS 16 sont présentés dans les notes 5 et 18.

Autres normes, amendements et interprétations

Le Groupe a appliqué les normes, amendements et interprétations suivantes :

IFRS 9 – amendement : caractéristiques de remboursement anticipés avec rémunération négative

IAS 28 – amendement : Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises

IAS 19 – amendement : Modification, réduction ou liquidation de régime

IFRIC 23 – amendement : Positions fiscales incertaines

Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du groupe au 30 juin 2019.

Secteurs opérationnels : Regroupement des activités Transport et Logistique France

Le Groupe a décidé, au 1^{er} janvier 2019, de regrouper les secteurs d'activité Transport France et Logistique France sous l'appellation STEF France. Cette évolution fait suite à la volonté d'accompagner l'évolution des marchés et les exigences de nos clients pour un contact unique au sein du Groupe. En conséquence, l'information sectorielle a été modifiée afin de refléter la nouvelle organisation et le reporting utilisé par la Direction du Groupe.

4 – ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés intermédiaires nécessite, de la part de la direction du Groupe, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les valeurs retenues pour arrêter les comptes. En particulier, les valeurs réelles définitives peuvent se révéler différentes des valeurs estimées.

Ainsi, pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires, les jugements significatifs exercés pour l'application des méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont similaires à ceux et celles décrits dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les méthodes d'évaluation spécifiques appliquées aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- la charge d'impôt du semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt du semestre hors résultat du Maritime, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'ensemble de l'exercice ;
- les charges relatives à l'intéressement contractuel du personnel correspondent à la moitié des charges estimées pour l'ensemble de l'exercice ;
- la charge de participation des salariés est estimée sur la base du budget de l'exercice 2019. Au 30 juin, la quote-part de charge de participation est comptabilisée selon l'avancement du résultat avant impôt ;
- les montants reconnus au titre des engagements de retraite dans le bilan consolidé au 30 juin sont déterminés en ajustant la valeur nette comptable à l'ouverture des droits accumulés, des frais d'intérêts et des cotisations au plan en fonction des montants estimés au 31 décembre 2018 pour 2019 ainsi que des gains et pertes actuariels de la période

5 – IFRS 16 : IMPACTS DE LA PREMIERE APPLICATION SUR LES COMPTES 2019

L'impact de la mise en œuvre de cette nouvelle norme est présenté ci-après :

Impact de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Bilan au 31 décembre 2018	Première application d'IFRS 16	Bilan au 1er janvier 2019 avec IFRS 16
Actif			
Droit d'utilisation au titre des contrats de location	0	297 872	297 872
Ecart d'acquisition	186 799		186 799
Autres immobilisations incorporelles	18 367		18 367
Immobilisations corporelles	1 250 080	(153 841)	1 096 239
Autres actifs non courants	80 796		80 796
Total de l'actif non courant	1 536 042	144 031	1 680 073
Actifs courants	728 105		728 105
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	59 609		59 609
Total de l'actif courant	787 714	0	787 714
TOTAL ACTIF	2 323 756	144 031	2 467 787
Passif			
Total des capitaux propres	695 034		695 034
Dettes financières non courantes (b)	406 557	(48 010)	358 547
Obligations locatives non courantes (c)		154 793	154 793
Autres passifs non courants	76 496		76 496
Total passif non courant	483 053	106 783	589 836
Dettes financières courantes (d)	324 735	(19 579)	305 156
Obligations locatives courantes (e)		56 827	56 827
Autres passifs non courants	820 934		820 934
Total passif courant	1 145 669	37 248	1 182 917
TOTAL PASSIF	2 323 756	144 031	2 467 787
Endettement net (b) + (c) + (d) + (e) - (a)	671 683	144 031	815 714
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres	0,97		1,17

Les principaux impacts concernent :

- La comptabilisation des droits d'utilisation au titre des contrats de location ;
- Le reclassement des actifs et des dettes comptabilisés au titre des contrats de location-financement existants au 31 décembre 2018.

Présentation du compte de résultat 2019 si le Groupe avait continué d'appliquer IAS 17 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Proforma au 30 juin 2019 avec IAS 17	Impact IFRS 16	Compte de résultat au 30 juin 2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 665 906		1 665 906
Consommations en provenance des tiers	(1 053 504)	21 263	(1 032 242)
Impôts, taxes et versements assimilés	(37 320)		(37 320)
Charges de personnel	(454 266)		(454 266)
Dotations aux amortissements	(62 113)	(21 407)	(83 520)
(Dotations) Reprises nettes aux provisions	3 677		3 677
Autres produits et charges opérationnelles	5 164		5 164
RESULTAT OPERATIONNEL	67 543	(144)	67 399
RESULTAT FINANCIER	(4 002)	(703)	(4 705)
RESULTAT AVANT IMPÔT	63 541	(847)	62 695
Charge d'impôt	(22 664)	309	(22 355)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	(506)		(506)
RESULTAT DE LA PERIODE	40 372	(538)	39 834
* dont part du Groupe	40 399	(538)	39 862
* dont intérêts minoritaires	(28)		(28)
EBITDA	125 979	21 263	147 242

6 – CARACTERE SAISONNIER DE L'ACTIVITE

L'activité du second semestre est généralement plus soutenue que celle du premier en raison de la concentration de la période estivale et de la période festive de fin d'année. Les résultats opérationnels du premier semestre sont, de ce fait, traditionnellement inférieurs à ceux du second semestre.

7 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le 4 janvier 2019, le Groupe a acquis en France :

- d'une part, 100% des sociétés Transport Frigorifiques Grégoire Gaillard (devenue depuis STEF Transport Sens) et Logistique Frigorifique Bourguignonne et ;
- d'autre part, 100% des titres de la SCI détenant le site immobilier d'exploitation de Transport Frigorifique Grégoire Gaillard.

Le 1^{er} mars, 2019, le Groupe a fait l'acquisition de 60 % de Netko (devenue depuis STEF Raalte) portant la participation détenue dans cette société à 100%.

Les écarts d'acquisitions comptabilisés relatifs à ces acquisitions sont présentés en note 16.

Par ailleurs, il n'y a eu aucune cession au cours de la période.

8 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Le Groupe couvre le risque de taux sur la dette à taux variable liée aux financements immobiliers et maritime à long terme par l'intermédiaire de swaps de taux parfaitement adossés.

Au 30 juin 2019, le montant notionnel total des instruments destinés à couvrir le risque de taux sur la dette à taux variable s'élève à 191 M€ contre 214 M€ au 31 décembre 2018.

L'exposition du Groupe au risque de crédit client n'a pas enregistré d'évolution défavorable au cours du semestre écoulé. Aucun de ses clients n'est d'une taille telle que sa défaillance puisse avoir un effet significatif sur la situation financière du Groupe qui, nonobstant les mécanismes de protection dont il dispose du fait de la réglementation applicable, continue à recourir à l'assurance-crédit dans le secteur du transport et pour l'ensemble de ses activités internationales.

En ce qui concerne le risque de change, le Groupe opère essentiellement dans la zone euro et son exposition aux variations de cours des autres monnaies demeure faible.

Concernant enfin le risque de liquidité, le Groupe demeure peu exposé compte tenu des marges existantes sur les lignes de crédit disponibles en raison de sa politique active de centralisation de la trésorerie en France et dans ses principales filiales européennes.

9 – INFORMATION SECTORIELLE

Depuis le 1er janvier 2019, les activités Transport France et Logistique France sont regroupées sous l'appellation STEF France. Ceci reflète la nouvelle organisation du Groupe et fait suite à la volonté d'accompagner l'évolution des marchés et les exigences de nos clients pour un contact unique au sein du Groupe.

Conformément à IFRS 8, les informations correspondantes des périodes antérieures sont retraitées

Cette nouvelle présentation a donné lieu à un reclassement de 2,4 M€ de chiffre d'affaires, au titre du 1^{er} semestre 2018, du secteur STEF International vers STEF France.

1er semestre 2019	STEF France	STEF International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	990 821	413 699	53 030	208 356	1 665 906
Résultat opérationnel	43 935	18 603	1 418	3 443	67 399
Résultat avant impôt	40 631	16 707	701	4 656	62 695

1er semestre 2018	STEF France	STEF International	Maritime	Autres	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	932 885	364 162	56 240	204 268	1 557 555
Résultat opérationnel	30 962	10 556	4 937	1 543	47 998
Résultat avant impôt	29 006	9 090	4 088	2 362	44 546

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 196,1 M€ au 1^{er} semestre 2019 contre 192,5 M€ au 1^{er} semestre 2018.

10 - CONSOMMATIONS EN PROVENANCE DES TIERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	216 470	208 513
Achats de gazole et autres carburants	73 628	69 103
Achats d'autres énergies	21 310	23 021
Sous-traitance	496 137	464 812
Loyers et charges locatives	19 850	40 518
Entretien et maintenance	43 680	41 459
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	84 645	81 803
Assurances et avaries	30 623	27 513
Services extérieurs et divers	45 899	44 088
Total	1 032 242	1 000 830

La variation de ce poste s'explique principalement par :

- l'accroissement des achats hors énergie ;
- la hausse des charges de sous-traitance en rapport avec les effets périmètre et l'accroissement de l'activité du Groupe au 1er semestre 2019 ;
- la diminution des loyers et charges locatives du fait de la première application d'IFRS 16.

Les charges de loyers et charges locatives correspondent essentiellement aux charges relatives aux contrats de location exemptés (courte durée et/ou dont la valeur du bien unitaire est faible) ainsi qu'aux composantes services des contrats de location (charges locatives et contrats de maintenance et d'entretien pour le matériel roulant).

11 – DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 134	2 730
Amortissements des immobilisations corporelles	52 972	51 848
Amortissements des droits d'utilisation*	28 414	0
Total	83 520	54 578

* En application d'IFRS 16, les amortissements des contrats de location-financement sont reclassés en amortissement des droits d'utilisation à hauteur de 6 454 milliers d'euros

12 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Plus et moins values de cessions immobilières	411	974
Plus et moins values de cessions de matériels roulants	879	680
Autres	3 874	(928)
Total	5 164	726

En 2019, les autres produits comprennent notamment une indemnité d'assurance relative au sinistre intervenu dans un entrepôt en Espagne.

13 – RESULTAT FINANCIER

	1er semestre 2019	1er semestre 2018
Produits financiers		
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente		
Produit de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	59	35
Autres produits financiers	299	497
Charges financières		
Charges nettes d'intérêt sur passifs financiers au coût amorti	(4 166)	(3 975)
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	(738)	
Charge de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat		
Perte de change nette	(159)	(9)
CHARGES FINANCIERES NETTES	(4 705)	(3 452)

Les taux d'intérêt sont restés stables au cours 1^{er} semestre 2019 et notamment l'Euribor 3 mois qui s'élève en moyenne à -0,31% (vs. -0,33% au 1^{er} semestre 2018).

14 – CHARGE D'IMPÔT

Le taux d'impôt effectif supporté au cours du premier semestre 2019 s'élève à 34,5 % en progression de 7 points par rapport au taux d'impôt effectif de l'exercice 2018 (27,5%) et de 7,5 points par rapport au 1^{er} semestre 2018 (27%). Cette variation s'explique notamment par la suppression du CICE et du crédit d'impôt associé.

En excluant les résultats de l'activité Maritime, non soumise à l'impôt sur les sociétés mais à la taxe au tonnage le taux effectif ressort à 36 %, contre 29,4% au 1^{er} semestre 2018.

15 – EBITDA

	Information 30 juin 2019 sans IFRS 16	Impact IFRS 16	Information 30 juin 2019	1er semestre 2018
Résultat opérationnel	67 543	(144)	67 399	47 998
Dotations nettes aux amortissements	62 113	21 407	83 520	54 578
Dotations (reprises) nettes sur dépréciations et provisions	(3 677)		(3 677)	796
Total	125 979	21 263	147 242	103 372

16 – ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition évoluent de 4,3 M€ sur la période principalement du fait de l'acquisition :

- de 100% des titres de la société Transport Frigorifiques Grégoire Gaillard qui a généré un écart d'acquisition provisoire de 1.1 M€. Le prix d'acquisition s'établit à 2 860 k€.
- de 60% des titres de la société Netko (devenue depuis STEF Raalte) générant un écart d'acquisition provisoire de 3 M€. Le prix d'acquisition s'établit à 1 705 k€.

Ces acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel (y compris chiffre d'affaires interne) d'environ 28 M€. Les écarts d'acquisition sont en cours d'affectation à la date de clôture.

Le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur sur ses écarts d'acquisition, actifs incorporels à durée de vie indéfinie ainsi que pour ses actifs corporels et incorporels à durée de vie définie au cours du semestre clos le 30 juin 2019.

17 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les principales acquisitions d'immobilisations corporelles de la période (hors investissements de maintien) portent sur :

- l'acquisition de plusieurs terrains au Portugal et en France pour 6,6 M€ ;
- la construction de nouveaux sites à Miramas, Bologne (extension) et Corbas (extension) pour 15,5 M€ et d'un immeuble de bureau aux Pays-Bas pour 5,6 M€ ;
- l'acquisition de matériels roulants pour 4 M€ ;
- les droits d'utilisation liés aux contrats de location pour 22 M€.

18 – CONTRATS DE LOCATION

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont présentés ci-dessous par nature de biens sous-jacents

	Immobilier	Matériels roulants	Autres actifs	Total
Au 31 décembre 2018	-	-	-	-
Première application de la norme IFRS 16	91 686	50 784	1 561	144 031
Augmentations	10 053	9 743	2 288	22 084
Mouvement de périmètre	385	1 170	-	1 555
Dotation aux amortissements	(10 459)	(17 483)	(472)	(28 414)
Résiliations	(126)	(34)	(4)	(164)
Reclassements et autres variations*	98 338	47 468	(521)	145 285
Au 30 juin 2019	189 878	91 647	2 852	284 377

* incluant le reclassement des actifs liés aux locations financement existantes au 31 décembre 2018

19 – CAPITAUX PROPRES

Le capital social de STEF S.A est composé, au 30 juin 2019, de 13 165 649 actions libérées d'une valeur nominale de 1 euro. Le dividende versé au premier semestre 2019, au titre du résultat de l'exercice 2018, s'est élevé à 2,50 euros par action.

20 – PROVISIONS

L'évolution des provisions pour risques et charges se présente comme suit :

	31 décembre 2018	Dotations	Reprises	Périmètre	Autres variations	30 juin 2019
Indemnités de départ à la retraite	23 223	363	(97)	375	4 078	27 942
Médailles du travail	9 729	678	(226)		6	10 187
Provisions litiges	16 637	9 592	(13 507)			12 722
Autres provisions	8 819	1 053	(3 654)	135		6 353
Total	58 408	11 686	(17 484)	510	4 084	57 204
<i>Provisions non courantes</i>	37 358	1 505	(1 127)	510	4 444	42 690
<i>Provisions courantes</i>	21 050	10 181	(16 357)		(360)	14 514

Les autres variations comprennent notamment l'impact de la mise à jour, au 1^{er} semestre 2019, des taux d'actualisation retenus pour évaluer la dette actuarielle au titre des indemnités de départ à la retraite. Le taux retenu au 30 juin 2019 est de 1% en zone Euro (1,75% en 2018) et 0,50% pour la Suisse (1% en 2018).

21 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Ils s'analysent comme suit :

	30 juin 2019	31 décembre 2018
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	321 839	354 207
Dettes liées à des locations financement *	0	48 010
Obligations locatives *	152 341	
Juste valeur des instruments financiers dérivés	7 088	4 340
Total des dettes non courantes	481 268	406 557
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et lignes de crédit spot	57 102	49 115
- Dettes liées à des locations financement *	0	19 579
- Obligations locatives *	51 555	
- Dettes financières diverses	2 867	2 850
- Billets de trésorerie	263 200	235 200
Juste valeur des instruments financiers dérivés	3 167	3 375
Découverts bancaires et crédits à court terme	68 755	14 616
Total des dettes courantes	446 646	324 735
Total des dettes financières	927 914	731 292

* Les dettes liées à des locations financement ont été reclassées en obligations locatives à la suite de la 1ère application d'IFRS 16

Et ont évolué comme suit au cours du semestre écoulé :

	31 décembre 2018	nouveaux emprunts	remboursements	Variation de périmètre	Autres variations nettes et reclassements	30 juin 2019
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	403 322	50 339	(81 516)	6 488	308	378 941
Dettes liées à des locations financement	67 589				(67 589)	0
Obligations locatives*	0	22 084	(31 487)	1 555	211 744	203 896
Billets de trésorerie	235 200	28 000				263 200
Dettes financières diverses & ICNE	2 850	50	(1 373)	1 374	(34)	2 867
Découverts bancaires et crédits à court terme	14 616				54 139	68 755
Juste valeur des instruments financiers dérivés	7 715				2 540	10 255
Total	731 292	100 473	(114 376)	9 417	201 108	927 914

* dont 144 031 k€ d'entrée lié à la première application d'IFRS 16 présentée en autres variations nettes et reclassements

Le Groupe dispose de crédits spot totalisant 32 M€, utilisés à hauteur de 9 M€ au 30 juin 2019 (non utilisé au 31 décembre 2018) et d'autorisations de découvert, sans échéance convenue, totalisant 103 M€ (montant identique au 31 décembre 2018) dont 69 M€ utilisés au 30 juin 2019 (15 M€ au 31 décembre 2018).

Les besoins de trésorerie courante nécessaires à l'exploitation du Groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. Le Groupe dispose de 6 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 135 M€ disponibles, dont 25 M€ sont utilisés au 30 juin 2019 (9 lignes de crédit disponibles au 31 décembre 2018 pour 148.5 M€ dont 50 M€ utilisée à cette date).

Enfin, l'encours du programme de billets de trésorerie, émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an, est de 263 M€ (235 M€ au 31 décembre 2018).

22 – INFORMATION SUR LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATEGORIE

	Valeur au bilan 30/06/2019	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti
Titres de participation non consolidés	87		87	
Autres actifs financiers non courants	6 554			6 554
Prêts et créances des activités de financement	22 156			22 156
Titres de placement	471		471	
s/total : actifs financiers non courants	29 268	0	558	28 710
Clients	544 235			544 235
Autres débiteurs	148 252			148 252
Trésorerie et équivalents de trésorerie	51 341	51 341		
Actifs	773 095	51 341	558	721 196

	Valeur au bilan 30/06/2019	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers dérivés	10 255	150	10 105		
Dettes des activités de financement	645 008			645 008	
Obligations locatives	203 896				203 896
Passifs financiers courants	68 755			68 755	
s/total : dettes financières	927 914	150	10 105	713 763	203 896
Fournisseurs	430 805			430 805	
Autres créanciers	369 174			369 174	
Passifs	1 727 893	150	10 105	1 513 742	203 896

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers à la juste valeur par autre résultat global		558	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 458	48 883	
Actifs	2 458	49 441	
Instruments dérivés		10 255	
Passifs	0	10 255	

23 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées, par rapport au Groupe STEF, sont les entreprises associées, les administrateurs (y compris les membres de la direction générale du Groupe) ainsi que les structures d'actionariat des cadres et dirigeants non administrateurs et le fonds commun de placement des salariés.

La nature, les termes et les montants des opérations avec les parties liées n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2019, hormis l'acquisition de 60% des titres Netko (devenue depuis STEF Raalte). Cette entité est désormais consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} mars 2019.

La valeur des titres et la quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées se décomposent comme suit :

30 juin 2019	Part groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs hors capitaux propres	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	9 775	12 579	9 476	3 103	792	738	188
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	NC	NC	NC	14 467	6 933	671	260
NETKO (1)	40,00%						617	247
NORFRIGO	37,65%	NC	NC	NC	24 702	6 423	227	85
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%	NC	16 469	13 175	3 294	1 401	(1 151)	(368)
OLANO VALENCIA	20,00%	2 189	NC	NC	2 125	846	262	52
QSL- STEF	49,00%	NC	NC	NC	1 625	796	121	59
NORMANDIE EXPORT LOGISTICS	38,69%	NC	NC	NC	7 452	2 883	(316)	(122)
STEF OVER TUNISIE	49,00%	NC	NC	NC	141	126		0
GROUPE PRIMEVER	49,00%	NC	NC	NC	10 198	5 695	(1 851)	(907)
SCCV INNOVSPACE CORBAS	25,00%	NC	NC	NC	1	0		0
SCCV PARC DIJON CHAMPOLLION	49,00%	NC	NC	NC		0		0
SCCV NOBEL	49,00%	NC	NC	NC	50	25		0
SCCV SILSA	49,00%	NC	NC	NC	50	25		0
TOTAL					67 208	25 946	(682)	(506)

(1) Société consolidée par intégration globale à compter du 1er mars 2019

24 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2018 n'ont pas connu d'évolution significative au cours du 1er semestre 2019 à l'exception de l'engagement d'achat du navire « Liverpool Seaways » auprès de DFDS pour un montant de 27 563 K€ (hors montant du dépôt de 3 M€) et de la mise en œuvre d'IFRS 16 sur les contrats de location.

25 – PASSIF EVENTUEL

En date du 22 février 2018, Corsica Ferries a assigné devant le Tribunal de Commerce de Marseille le groupement SNCM (par l'intermédiaire de ses liquidateurs judiciaires) et La Méridionale. Corsica Ferries estime que la réponse conjointe des deux sociétés à la consultation en vue de l'attribution de la Délégation de service public pour la période 2014-2023 (délégation aujourd'hui annulée), constituait une pratique anticoncurrentielle, alors même que le cahier des charges de cette consultation l'autorisait.

Le Groupe a préparé une action en défense avec l'aide de ses Avocats et estime que cette action judiciaire n'est pas légitime et donc qu'aucun passif n'est à reconnaître à ce titre. Une audience est prévue en octobre 2019 au Tribunal de Commerce de Marseille.

26 - EVENEMENTS POST CLÔTURE

Dans le cadre de la Délégation de Service Public entre Marseille et la Corse, La Méridionale,

- continuera à assurer la desserte entre Marseille et Propriano jusqu'au 31 janvier 2020
- effectuera pour le compte de Corsica Linea la desserte entre Marseille et Porto Vecchio entre le 1er octobre 2019 et 31 janvier 2020
- répondra début septembre à l'appel d'offres lancé sur la desserte des ports de Propriano et Porto Vecchio entre le 1er février 2020 et 31 décembre 2020

En parallèle, La Méridionale étudie toutes solutions alternatives de frètement extérieur de ses navires rendus disponibles sur la période.

Le 19 juillet 2019, par protocole sous conditions suspensives, le Groupe a acquis 100% du capital de la société Dyad, spécialisée dans le co-packing.



III.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019



DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés au 30 juin 2019 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du groupe STEF et que le rapport d'activité du premier semestre 2019 présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'A.M.F.

Fait à Paris, le 29 août 2019

A handwritten signature in purple ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned above the printed name and title.

Stanislas LEMOR
Président Directeur Général



IV.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2019



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France

STEF S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019
STEF S.A.
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Ce rapport contient 19 pages



STEF S.A.
*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle
29 Août 2019*

STEF S.A.

Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 Paris
Capital social : € 13 515 649

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société STEF, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « 3 – Principes comptables et options de présentation » et « 5 – IFRS 16 – impact de la première application sur les comptes 2019 » de l'annexe qui exposent les impacts de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 29 août 2019

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit

MAZARS

Jérémy Lerondeau

Anne-Laure Rousselou

Associé

Associée